

Des pesticides à l'origine d'un "désastre sanitaire" aux Antilles françaises

PARIS (AFP) - L'utilisation massive de certains pesticides a provoqué un "désastre sanitaire" aux Antilles françaises, mettant en danger l'ensemble de leur population, selon un rapport qui a amené lundi le ministre de l'Agriculture Michel Barnier à juger la situation "très grave".



Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche Michel Barnier, le 2 août 2007 à La Turballe (© AFP/Archives - Jean-Sébastien Evrard)

La Martinique et la Guadeloupe traversent "une crise extrêmement grave liée à l'utilisation massive de pesticides depuis de nombreuses années", selon le rapport du cancérologue Dominique Belpomme, qui doit être rendu public mardi et dont l'AFP a obtenu une copie.

Pour ce professeur, le taux des cancers de la prostate est "majeur" aux Antilles, tandis que le taux de malformations congénitales a augmenté et que les femmes font moins d'enfants qu'il y a 15 ans. Des évolutions qui selon le professeur seraient dues au chlordécone, même si les scientifiques n'en ont "pas encore la preuve épidémiologique".

La durée de fixation du chlordécone est "de l'ordre du siècle", a déclaré le cancérologue au quotidien Le Parisien, ajoutant qu'"en Guadeloupe, on a pu démontrer que toutes les femmes enceintes et que tous les enfants qui naissent étaient contaminés au chlordécone".

La ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, a tenté de relativiser la portée du rapport, en estimant qu'il "pose des questions" et "n'apporte pas de réponse formelle". Ces "inquiétudes ont besoin d'être confirmées par des études

scientifiques de haute qualité", a-t-elle ajouté.

"Nous traiterons la question du chlordécone avec la plus grande transparence", a assuré M. Barnier, pour qui l'occasion se présente de replanter des bananes "avec peu ou pas de pesticide" et "d'aller vers la banane zéro pesticide".

Le chlordécone, un insecticide qui fait partie des pesticides organochlorés, a été interdit en France en 1990 avec une mise en application en 1992. Les producteurs antillais ont obtenu un délai jusqu'en 1993, a déclaré à l'AFP Christian Choupin, directeur général des producteurs de bananes de Martinique et de Guadeloupe.

Depuis, le chlordécone, dont l'action dans le sol peut perdurer "une centaine d'années" reconnaît M. Choupin, a été remplacé par des "pièges à phéromones" qui attirent les charançons femelles.

Les stocks de chlordécone, que certains agriculteurs avaient conservé dans leurs remises, ont tous été détruits en 2002, assure M. Choupin.

Une autre produit, l'herbicide paraquat, utilisé pour les planteurs et dénoncé dans le rapport, est interdit depuis cet été, rappelle-t-il. Selon le Pr Belpomme, le paraquat "est au moins aussi redoutable que le chlordécone".

Mais les producteurs antillais, qui réclament une "véritable" étude scientifique de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFFSA), se sont "insurgés" contre le rapport du cancérologue qui n'a pas selon eux "de contenu scientifique".

La production antillaise de bananes est en moyenne de 260.000 tonnes par an (210.000 en Martinique et 50.000 en Guadeloupe). Le chiffre d'affaires de la filière, qui emploie 15.000 personnes, s'élève à 220 millions d'euros auquel s'ajoutent des aides européennes d'environ 130 millions.

Le passage de l'ouragan Dean, le 17 août, a détruit la totalité de la production en cours de bananes en Martinique et de 50 à 60% en Guadeloupe.

Le Pr Belpomme a été à l'initiative de "l'appel de Paris", en mai 2004, qui estimait que "le développement de nombreuses maladies actuelles est consécutif à la dégradation de l'environnement".

Publié le: 17/09/2007 à 15:50:05 GMT

Source : AFP

URL de cet article: <http://www.avmaroc.com/actualite/pesticides-origine-a99063.html>